

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N°591 / septembre 2020

# TENDANCES CONJONCTURELLES

## 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2020

**CETTE ENQUÊTE A ÉTÉ MENÉE DANS UN CONTEXTE DE FORT IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID 19 SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE GUYANAISE**

### La consommation des ménages maintient en partie l'activité économique ...

#### Léger rebond du moral des chefs d'entreprise

Après une chute historique de 27 points au premier trimestre, l'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) augmente de 11,7 points pour s'établir à 77 points. Le rebond de l'indicateur, alors que l'activité est sinistrée, est principalement lié à deux éléments. Le premier est l'anticipation d'une moindre détérioration de l'activité pour le 3<sup>e</sup> trimestre. Le deuxième tient à la nature même de l'ICA qui vient refléter l'état d'esprit des entrepreneurs lui-même dépendant du moment où ils sont interrogés. Ainsi, l'enquête sur le T2 est menée au T3 quand le confinement national est levé et que la situation économique s'est améliorée, malgré les couvre-feux en vigueur.

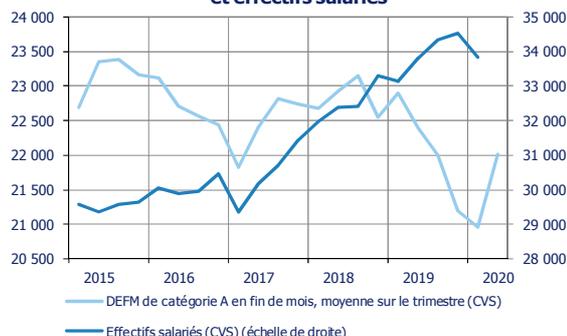
**Indicateur du climat des affaires en Guyane**  
(100 = moyenne longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

#### Progression des demandeurs d'emploi, principalement les jeunes

**Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFMA) et effectifs salariés**



Sources : Pôle emploi / Dieccte, Acoss

À fin juin, 22 010 demandeurs d'emploi de catégories A (DEFMA) étaient inscrits à Pôle emploi, soit une hausse de 6,1 % sur le trimestre et une baisse de -1,1 % en glissement annuel (CVS).

Cette augmentation touche principalement les jeunes de moins de 25 ans (+11,2 %, CVS), les plus représentés dans les emplois de courte durée qui n'ont pas été renouvelés à cause de la baisse de l'activité. Le nombre de DEFMA âgés de 25 à 49 ans augmente également (+4,3 %), tout comme ceux de plus de 50 ans (+3,3 %). La part des DEFMA de moins de 25 ans est de 14,9 %, celle des 25-49 ans compte pour 60,9 %, et les plus de 50 ans constituent 24,2 % des effectifs. Conséquences du confinement, le nombre d'emplois publiés par Pôle emploi chute de 39,0 % sur le trimestre, et de 44,4 % en glissement annuel.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A croît en Guadeloupe (+7,0 %, CVS), en Martinique (+6,1 %, CVS), et à La Réunion (+3,8 %, CVS). En France métropolitaine, le nombre de DEFM A bondit de 13,1 % sur le trimestre et de 16,0 % en glissement annuel (CVS-CJO).

## La consommation des ménages reste quasi stable<sup>1</sup>

En dépit de la fermeture des commerces non essentiels, les importations des biens de consommation ne se contractent que de 2,2 % au deuxième trimestre à 118,0 M€ (CVS). Collatéral de la crise, les ménages ont reporté leurs dépenses en biens de consommation durables, avec une baisse de 30,0 % de ces importations (CVS).



La part des importations de biens de consommation (durables et non durables) dans les importations totales a progressé de près de 8 points en glissement annuel (CVS), traduisant ainsi l'importance et la résilience de la consommation des ménages dans la conjoncture économique guyanaise.

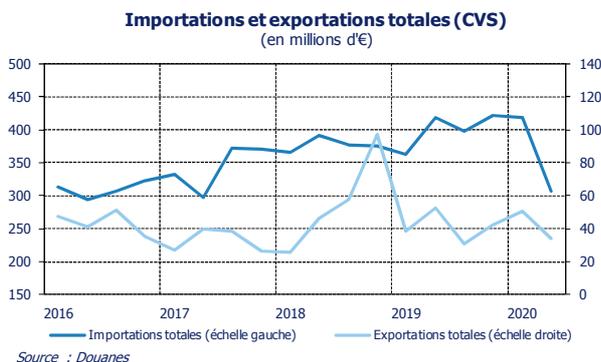
S'agissant des ménages fragiles, au second trimestre, le montant du revenu de solidarité active (RSA) versé atteint 38,1 M€ (+ 2,6 % en glissement annuel).<sup>2</sup> En Guyane, il est versé à plus de 26 000 bénéficiaires, majoritairement des femmes seules avec enfants (près de 55 %). Au total, le RSA permet à environ 65 000 personnes (bénéficiaires et leur famille) de subsister. Les 25-29 ans comptent pour 15 % des bénéficiaires du RSA, alors qu'ils ne représentent que 7 % de la population.

Corollaire des interdictions de déplacement, le nombre de dossiers de surendettement déposés diminue, à 17 contre 37, et 71 pour les deux trimestres précédents.

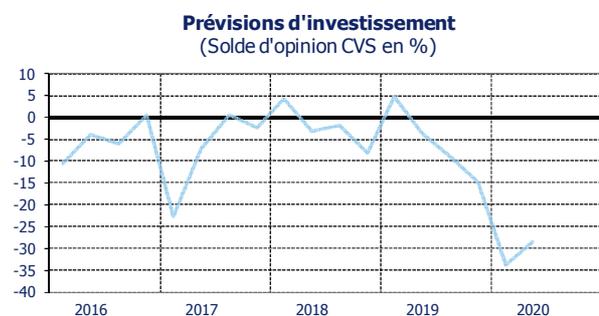
## Une diminution importante des échanges extérieurs

Le commerce extérieur a subi une forte baisse au second trimestre. Les importations chutent de 26,7 % et les exportations de 33,5 %, pour s'établir respectivement à 306,6 M€ et 33,7 M€ (CVS).

Signe d'un ralentissement de l'activité industrielle, les importations de biens intermédiaires diminuent de 24,7 % sur trois mois (CVS).



## Un horizon d'investissement dégradé à un an



Les professionnels continuent d'être pessimistes sur leurs projections d'investissement. Si leurs anticipations se sont progressivement détériorées depuis maintenant plus d'un an, la crise sanitaire n'a fait qu'accroître leur manque de visibilité. Seul le secteur du commerce maintient ses intentions d'investissements au-dessus de leur niveau de long terme. Ainsi à fin juin, les importations de biens d'investissement ont chuté de 35,3 % (CVS).

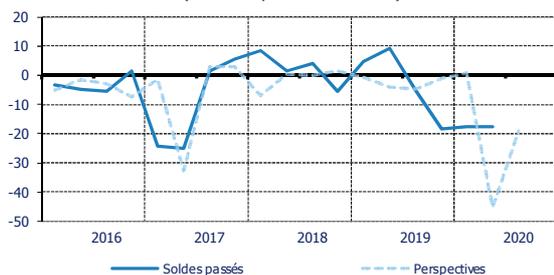
Par ailleurs, les créations d'entreprises diminuent de 7,1 % ce trimestre (CVS), avec 341 nouveaux établissements, dont 113 microentreprises. Après la hausse du trimestre précédent, les impayés sur effets de commerce diminuent en nombre et en volume (-54,8 % à 0,35 M€).

<sup>1</sup> L'Indice des Prix à la Consommation n'est pas disponible pour ce trimestre.

<sup>2</sup> Au 30 juillet, 5,7 M€ d'aides alimentaires ont été versées par l'État. Au 5 août, 77 tonnes d'aides alimentaires et de kits d'hygiène avaient été distribuées dans les communes de l'Ouest Guyanais à 20 000 bénéficiaires (dont 14 tonnes qui proviennent de saisies effectuées par la Douane). Par ailleurs, 10 000 chèques services ont été distribués dans le bas Maroni.

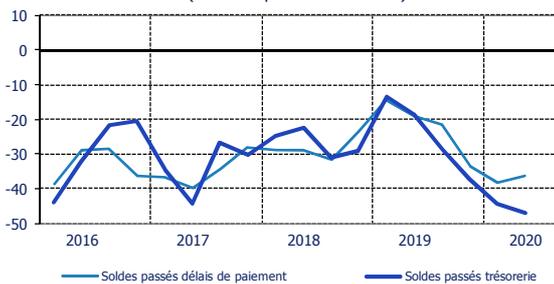
## Une activité moins dégradée que prévu

**Activité tous secteurs confondus**  
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

**Délais de paiement et Trésorerie**  
(Solde d'opinion CVS en %)



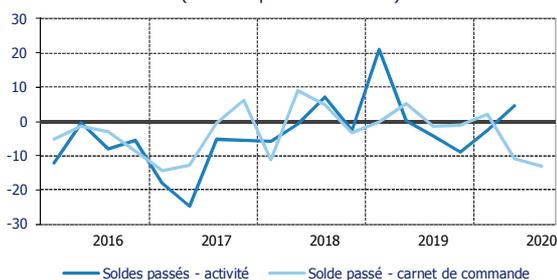
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Après la chute historique de l'ICA du début d'année, le moral des chefs d'entreprise est moins dégradé qu'envisagé pour ce trimestre. L'activité globale reste tout de même très sinistrée, illustrée notamment par un recul de 25 % des importations de biens intermédiaires (CVS). Résultante de la force d'inertie de l'économie guyanaise, d'un décalage de phase malgré la conjoncture, et de l'octroi de PGE, les encours de crédits aux acteurs économiques hors ménages progressent de 5 % sur le trimestre et de 3 % en glissement annuel pour s'établir à 3 milliards d'euros<sup>3</sup>.

Lors du 2<sup>ème</sup> trimestre, l'encours total des crédits court terme aux acteurs économiques hors ménages progresse de 25 % (atteignant 153 M€), grâce au soutien des PGE. La hausse des financements d'exploitation est portée par les entreprises du commerce (+14 M€ sur le trimestre).

Parallèlement, les découverts des entreprises reculent de 13 % sur le territoire (ne représentant plus que 54,8 M€).

**Activité et carnet de commande du secteur du BTP**  
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

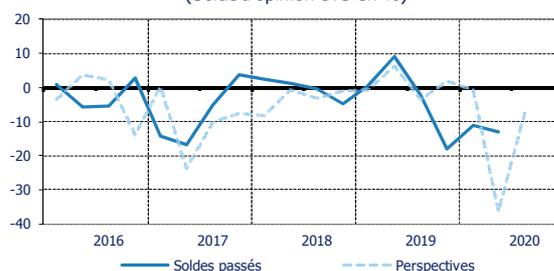
Profitant de la continuité des chantiers, l'activité économique a été relativement bonne au second trimestre selon les entreprises sondées du **secteur du BTP**. En revanche, les répondants redoutent une diminution de l'activité au 3<sup>ème</sup> trimestre, avec des importations d'éléments en métal pour la construction en retrait de 44,4 % en glissement annuel (CVS). Les prévisions d'investissement à un an remontent vers leur moyenne de longue période avec le début de plusieurs ouvrages (pont du Larivot, Hôtel de Police) alors qu'une dégradation des délais de paiement et de la trésorerie est crainte.

L'activité du deuxième trimestre des **services marchands** s'est mieux tenue que les prévisions des chefs d'entreprise ne le laissaient craindre. Néanmoins, l'activité spatiale a été très fortement impactée puisqu'aucun tir n'a été effectué ce trimestre. Cela fragilise d'autant le secteur et ne manquera pas d'avoir des conséquences sur les chiffres de la croissance du PIB 2020.

Pour le **secteur du commerce**, l'activité se maintient malgré une anticipation très négative. Les chefs d'entreprise demeurent pessimistes pour le prochain trimestre, tandis que les prévisions d'investissement sont bien orientées.

Pour le **secteur primaire et les industries agroalimentaires**, la baisse d'activité a été nette, même si les effets de la crise se sont fait moins ressentir qu'anticipés. Ainsi, le niveau d'activité estimé est proche de sa moyenne de long terme avec des importations agroalimentaires stables (+0,9 %, CVS). Sur le second trimestre, les importations de produits agricoles, viandes et pêche diminuent, tout comme les abattages (-12,3 % bovins et porcins, CVS).

**Activité du secteur des services marchands**  
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

<sup>3</sup> Données issues du Service Central des Risques (SCR).

L'activité du **secteur touristique** s'est effondrée dans la lignée du premier trimestre, symbole de l'arrêt du trafic aérien (-73,3 % des vols) et des restrictions sanitaires accrues. Le contexte ne semble pas s'améliorer pour le troisième trimestre, avec une trésorerie et des effectifs diminués.

L'activité du **secteur industriel** a baissé plus fortement qu'anticipée. Les exportations d'or en valeur se contractent de 12,1 % (CVS), tandis que les exportations de bois baissent de 3,8 % (CVS). Les effectifs ont diminué en réponse à cette baisse d'activité, mais devraient repartir rapidement à la hausse au troisième trimestre d'après les résultats de l'enquête de conjoncture.

## L'État en soutien des entreprises

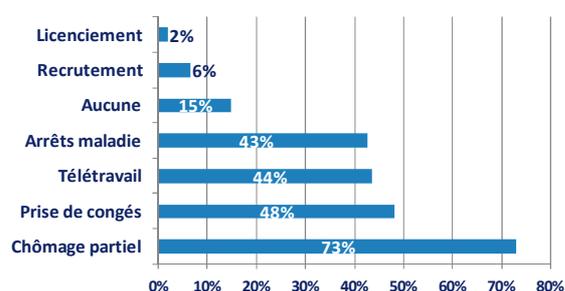
Les entreprises répondantes déclarent une perte de 24 % de leur chiffre d'affaires en glissement annuel sur ce trimestre. Pour pallier à ce déficit, et ce depuis le début de la crise, l'État a mis en place une série de mesures afin d'aider les entreprises qui déclarent une perte.

### Un recours massif au chômage partiel

La plupart des entreprises sondées par l'IEDOM ont eu recours simultanément à plusieurs mécanismes lors de la crise. Ainsi, 73 % ont eu recours au chômage partiel contre 35 % au début du confinement. 100 % des répondants du secteur du tourisme a bénéficié de cette aide contre près des trois quarts dans les autres secteurs.

Aucun secteur n'a échappé aux arrêts maladie, en partie lié à des cas recensés de coronavirus.

Quelles mesures concernant l'emploi ont-elles été mises en place ?



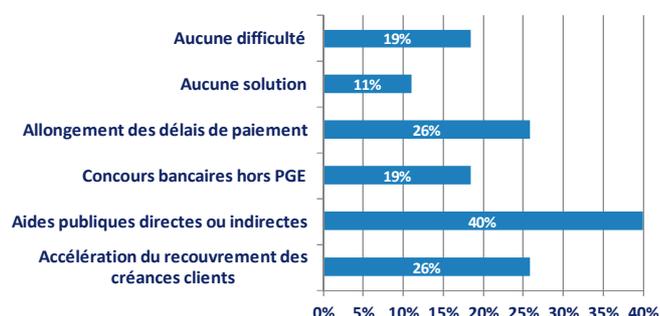
Source IEDOM enquête de conjoncture

### L'impératif soutien de la trésorerie des entreprises

Près de 60 %, des entreprises sondées ont bénéficié du soutien de l'État ou des banques pour pallier leurs difficultés de trésorerie. Un quart des chefs d'entreprise déclarent avoir augmenté leurs délais de paiement pour faire face à leur difficulté de trésorerie. 11 % des répondants sont restés dans l'impasse, majoritairement dans le BTP et le tourisme. En revanche, 19 % des entreprises déclarent n'avoir eu aucune difficulté de trésorerie.

Le secteur du tourisme est celui qui constate avoir reçu le plus de soutien : 50% déclarent avoir perçu une aide publique, et 40 % un soutien bancaire.

Comment avez-vous fait face aux difficultés de trésorerie ?



Source IEDOM enquête de conjoncture

### Mise en place d'aides variées

31,7 M€ de cotisations sociales ont été reportées d'avril à juin. À fin juillet, environ 15 000 salariés avaient pu bénéficier du dispositif d'activité partielle, représentant le versement par l'État de 28,6 M€. Parallèlement, l'État a mis à disposition 10 M€ d'aides pour les bars, restaurants, les transporteurs et entreprises liées au tourisme en complément des 12 M€ du volet du fonds de solidarité.

Par ailleurs, au 28 août en Guyane, 864 entreprises ont bénéficié d'un PGE, représentant un volume de financement de 154 M€. Le commerce, avec 211 dossiers, concentre 34 % des montants de prêts. 86 % des demandes concernent des TPE et 7 % des PME, et représentent respectivement 56 % et 42 % des montants accordés.

## La conjoncture internationale et régionale

### L'ÉCONOMIE MONDIALE S'ENFONCE DANS UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juin 2020, le PIB mondial devrait se replier de 4,9 % en 2020. Ces perspectives ont été nettement revues à la baisse depuis avril puisque le FMI anticipait alors une contraction de 3 % sur l'année. Il convient toutefois de rappeler que ces prévisions présentent un degré d'incertitude élevé puisque le scénario retenu se base sur plusieurs hypothèses relatives à l'évolution de la pandémie dans le monde et à ses répercussions sur l'économie. En 2021, la croissance mondiale s'élèverait à 5,4 %, soit une révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'estimation d'avril. Le PIB mondial de 2021 ne dépasserait alors qu'à peine son niveau de 2019. Aux États-Unis, le PIB a diminué de 9,5 % au deuxième trimestre 2020, en glissement trimestriel, après un recul de 1,3 % au premier trimestre. Cette chute s'explique principalement par la baisse marquée de la consommation des ménages (-10,1 %) et de l'investissement privé (-15,5 %). Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI anticipe une contraction du PIB de 8,0 % nettement supérieure à la première estimation d'avril (-5,9 %).

Dans la zone euro, l'activité a baissé de 12,1 % au cours du deuxième trimestre. Il s'agit de loin du repli le plus important depuis le début des séries temporelles en 1995. À fin juin, le taux d'inflation s'est établi à 0,3 % tandis que le taux de chômage a retrouvé une tendance haussière au deuxième trimestre pour s'élever à 7,8 %. Sur l'année entière, le PIB diminuerait de 10,2 % selon le FMI, avec des écarts marqués d'un pays à l'autre.

En France, le PIB a enregistré une contraction de 13,8 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 11,0 % tandis que l'investissement a chuté de manière encore plus prononcée (-17,8 %). Les exportations ont également nettement reculé sur le trimestre (-25,5 %) et à un rythme plus soutenu que les importations (-17,3 %). Le FMI anticipe une chute du PIB de 12,5 % sur l'ensemble de l'année.

Au Japon, alors que l'économie n'avait été que modérément touchée par la crise sanitaire au premier trimestre (-0,9 %), le PIB s'est contracté de 7,8 % sur les trois mois suivants. Cette tendance s'explique principalement par le regain épidémique entre avril et juin qui a entraîné un net recul de la consommation des ménages (-8,2 %) et des exportations (-18,5 %), notamment dans le secteur automobile. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,8 % dans ses dernières estimations.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB décliner de 3,0 % en 2020. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités entre les pays puisque si la Chine pourrait voir son PIB croître de 1,0 % sur l'année, le Brésil et le Mexique verraient le leur se replier de respectivement 9,1 % et 10,5 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Gouvernement du Japon — données arrêtées à la date du 17 août 2020.

### LA CRISE SANITAIRE CONTINUE DE S'AGGRAVER AU BRÉSIL

Le Brésil est devenu en juin l'un des pays les plus endeuillés par le coronavirus, avec plus de 50 000 morts et plus de 1 million de contaminés.

Face à cette crise, le gouvernement a mis en place un revenu social sur 3 mois de 600 réals mensuels pour les travailleurs de l'économie informelle, estimés à près de 40 millions de personnes. Un projet de prestation sociale pour les familles est aussi à l'étude. Selon la Banque Mondiale, près d'un quart de la population brésilienne pourrait basculer dans la pauvreté si les aides récemment instaurées venaient à cesser.

Sources :

<https://www.lesechos.fr/monde/ameriques/sept-millions-de-bresiliens-risquent-de-basculer-dans-la-pauvrete-a-cause-de-la-pandemie-1215181>  
<https://www.lesechos.fr/monde/ameriques/le-bresil-cherche-a-amortir-le-choc-social-de-la-pandemie-1209308>

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : S. BOUVIER-GAZ — Responsable de la rédaction : D. FARDEL  
Rédaction : A. LEMAIRE, S. AUBERT — Participation aux travaux : L-H. JASON — Éditeur et imprimeur : IEDOM  
Achevé d'imprimer : septembre 2020 — Dépôt légal : septembre 2020 — ISSN 2679-0823